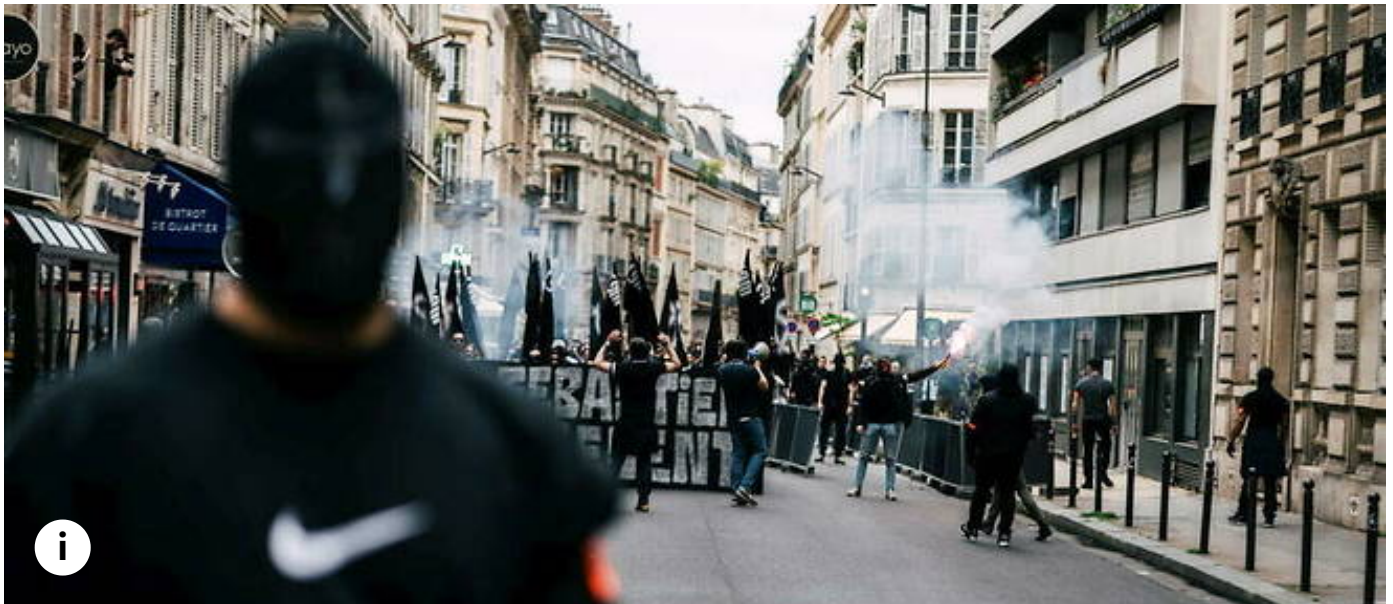


Le Point

Ultradroite : « Les mouvements les plus dangereux sont ceux qu'on ne voit pas »

Jean-Yves Camus, spécialiste des mouvements d'ultradroite, analyse pour « Le Point » l'interdiction des manifestations annoncée par Gérald Darmaproust.

Propos recueillis par Théo Sauvignet



Publié le 10/05/2023 à 17h00



🕒 Temps de lecture : 5 min

Lors d'une manifestation autorisée en préfecture, 550 militants d'ultradroite se sont rassemblés à Paris samedi 6 mai pour commémorer le décès d'un de leurs membres survenu en 1994 alors qu'il fuyait la police lors d'une manifestation illégale. La publicité de slogans attribués à des groupes néonazis a choqué et de nombreuses voix se sont élevées pour interdire de telles manifestations. Le ministre de l'Intérieur, Gérald Darmaproust, a demandé aux préfets d'interdire les manifestations liées à la mouvance.

Cette interdiction préalable n'est pas judicieuse pour Jean-Yves Camus, spécialiste de la mouvance d'ultradroite, qui y voit une entrave au droit impossible à faire respecter. Pour *Le Point*, il analyse les caractéristiques des rassemblements de ces groupuscules et leur aspect « pratique » pour récolter des renseignements.

À LIRE AUSSI

De Fournas, Le Prout, Zeproust... et le retour des « zozos »

Le Point : La manifestation du 6 mai a vu ressortir les slogans du Groupe d'union défense (GUD, groupuscule étudiant d'ultradroite). Où la mouvance ultradroite en France en est-elle aujourd'hui ?

Jean-Yves Camus : Le GUD s'est autodissous à un moment donné, comme il l'a fait plusieurs fois car c'est un mouvement étudiant : lorsqu'un dirigeant quitte le milieu, le groupe meurt, et il se reforme lorsque quelqu'un de motivé réapparaît. Les Zouaves, un autre groupe néonazi, proche du GUD, dissous par décret en janvier 2022, ont repris la « marque » GUD Paris pour se reformer en novembre de la même année. Mais c'est un noyau d'environ 40 personnes dans la capitale, c'est groupusculaire, et il est fondamental de comprendre cela.

Les chiffres donnent 3 000 sympathisants de groupes d'ultradroite dans toute la France. Et on ne parle même pas du noyau dur, ce sont tous les gens qui en sont proches. La manifestation du 6 mai a regroupé autour du GUD à peu près tous les groupuscules qui existent en France. Sur les réseaux sociaux, beaucoup ont posté au sujet de leur participation. On retrouve Luminis Paris, Tenesoun d'Aix-en-Provence, l'Oriflamme de Rennes, des Tours et des Lys, etc.

À LIRE AUSSI

Loïk Le Priol, la dérive ultraviolente d'un traumatisé de guerre

Les rassemblements comme celui du 6 mai permettent-ils une meilleure connaissance de ces groupuscules ?

La manifestation de samedi est pratique car elle rassemblait l'ensemble de la mouvance, ce qui permet d'en avoir une photographie à un moment donné. On sait que le renseignement suit ce mouvement, et il le suit très bien. Grâce aux images récoltées, la police pourra faire le nécessaire : recenser et identifier les membres, voire poursuivre les auteurs d'infractions (notamment pour dissimulation du visage). D'un point de vue assez cynique, c'est aussi bien de savoir qui compose cette scène et quelle est la capacité de mobilisation de ces groupes. On l'a vu : les renseignements prévoyaient environ 600 personnes, ils étaient environ 550, l'estimation était bonne. Mais il est important de pouvoir garder un œil dessus.

Par exemple, on pourrait se réjouir de la dissolution de Génération identitaire, mais je suis plus mitigé : avec eux, on avait des actions qui misaient beaucoup sur la communication, comme celle à la frontière franco-italienne qui a provoqué la réaction de l'État. On voyait les cadres et des chefs, en photo, identifiés partout sur les réseaux sociaux, ce qui est pratique pour suivre l'évolution du groupe. Les mouvements les plus dangereux sont ceux qu'on ne voit pas. Tout ce qui se structure peut être repéré et suivi.

« Interdire toutes les manifestations d'ultradroite, systématiquement ? C'est impossible. C'est aux tribunaux administratifs de faire leur travail derrière. »

La décision d'interdire les rassemblements d'ultradroite vous semble-t-elle justifiée ?

Dans le milieu, il y a deux rassemblements à venir pour célébrer Jeanne d'Arc : un des nationalistes (mouvement d'Yvan Benedetti) et un de l'Action française (AF, mouvement royaliste). L'AF organise cela depuis 1920, ça n'a jamais posé problème et le rassemblement s'est toujours déroulé dans le calme ; pourquoi serait-ce interdit aujourd'hui ? De même pour la manifestation des nationalistes. Ce sont des familles politiques très versées dans la commémoration, elles sont tournées vers le passé. La seule chose à éviter, finalement, ce sont les heurts avec les antifascistes du quartier, mais je ne vois pas ce qui justifierait d'interdire au préalable. En revanche, on peut poursuivre après-coup si le discours prononcé ou certains actes tombent sous le coup de la loi, évidemment. Mais interdire toutes les manifestations d'ultradroite, systématiquement ? C'est impossible. C'est aux tribunaux administratifs de faire leur travail derrière. Nous sommes dans un cadre légal précis et, s'il n'y a pas de risques de troubles à l'ordre public, il n'y a pas de raison d'empêcher ces manifestations.

À LIRE AUSSI

Prison ferme pour 2 militants d'ultradroite rentrés d'Ukraine avec des armes

Quel est le risque de flambée de violences avec cette mouvance ?

Il y a la possibilité de l'émergence d'une forme de terrorisme d'ultradroite, dont les autorités se sont emparées. Mais, à l'examen des dossiers de planification d'attentats déjà empêchés par les services de l'État, on se rend compte que ce sont des gens qui n'ont pas la préparation des terroristes islamistes, par exemple. Ils n'ont pas de base arrière territoriale, manquent de financements et donc de préparation matérielle des actions, et n'ont pas vraiment d'expérience opérationnelle. Je vois également un gros manque de détermination. Il faut un certain degré de fanatisme pour passer à l'acte : d'un côté on a des gens, chez les islamistes, qui promettent des gains dans l'au-delà, de l'autre des gens qui ne sont pas spécialement préoccupés par ce qui se passera après la mort. Je pense que l'engagement est probablement bien plus fort quand le terreau est une idéologie religieuse.

En revanche, il y a un fond de violence : pour la déclencher, il suffit que vous ayez la mauvaise couleur de peau, la mauvaise religion, que vous soyez une femme, un homosexuel, ou tout simplement au mauvais endroit au mauvais moment. Il y a effectivement un regain des ratonnades dans les rues de certaines villes. Avec le groupe Français Deter, récemment révélé par la presse, on voit bien que les profils sociaux touchés sont de plus en plus variés, on ne parle plus de néonazis. Ces gens ont été choqués par les attentats et se posent dans une logique de guerre civile avec l'islam et les musulmans en France. Mais je les vois mal s'engager dans une vraie lutte armée. Et il y a les affaires comme celle de Loïk Le Priol et du rugbyman argentin tué : a priori, rien ne justifiait une telle violence, il n'y a pas de différend politique profond connu, on parle d'une altercation dans un bar en fin de soirée. Il y a un fond brutal dans ces groupes.

LA RÉDACTION DU POINT VOUS CONSEILLE

- Sécurité : le patron de la DGSI met en garde contre des menaces nombreuses
- La mairie de Lille engage un bras de fer avec l'ultradroite
- Pascale Léglise, la soldate de la République
- États-Unis : le procès hors norme et politisé des Proud Boys

SOCIÉTÉ

8 Commentaires 

Par L.Huron le 10/05/2023 à 19:32

Comme disent les stratèges, le gouvernement pratique l'asymétrie en matière de maintien de l'ordre : pour l'ultra gauché permis de casser des boutiques de s'en prendre violemment aux forces de l'ordre, de relâcher les voyous des le lendemain de leurs méfaits. Pour l'ultra droite, pas de doute il faut interdire à priori toute manifestation alors que 600 zozos ont pacifiquement défilé dans Paris sans provoquer le moindre incident.

Darmaprouit idiot utile de l'extrême droite ?

Par Kermit12 le 10/05/2023 à 19:04

Les centaines de membres de nos FDO blessés grièvement par des gars de l'ultra-gauche doivent surement se sentir rassurés par la nouvelle lutte de nos pseudo-dirigeants contre quelques pauvres types n'ayant jusqu'ici déclaré la guerre ni à la Police ni à ces symboles du capitalisme honni que sont les banques et les magasins.

Plutôt que d'aller interviewer un "spécialiste des mouvements d'ultra droite" notre magazine ne pourrait-il pas s'interroger sur la pertinence de cette nouvelle lubie darmanesque ?

Par Klaxon le 10/05/2023 à 19:01

À l'Assemblée quand Darmaprouit lui apprend qu'il a demandé aux préfets d'interdire les manifestations de cette mouvance. On sent que notre 1ère Miniprouit se fait déborder par son Miniprouit de l'Intérieur.